



La nation se construit et évolue en permanence dans le mouvement des hommes et des femmes qui la composent. Ce qui doit être un « vivre ensemble » et source d'émancipation est dévoyé vers une conception nationaliste qui fige, stigmatise et exclue. Elle est la négation de la diversité comme richesse essentielle de toute évolution collective, de toute civilisation.

Le débat actuel autour de l'identité nationale, initié par le gouvernement reprend les vieux démons de l'époque coloniale. Selon eux, la reconnaissance à quelqu'un d'être citoyen français se gagne ou se mérite selon des critères liés à la personnalité : origine, culture ou religion. Celui qui ne répond pas aux bons critères est suspecté. La montée des politiques sécuritaires s'inscrit totalement dans cette démarche au lieu de répondre aux vraies questions liées à un système économique et social ne répondant plus aux besoins de tous.

Or, précisément la force et l'originalité de la France auront été sa conception républicaine visant à unifier autour de trois piliers : Liberté, Égalité, Fraternité. Son histoire s'est constituée autour de ces valeurs.

On pose l'immigration comme un problème alors qu'elle est une richesse, si la société l'aborde de façon responsable dans une volonté du vivre ensemble et de donner à tous les moyens d'être pleinement des citoyens (formation, logement, langue, accès à la santé, travail, droits).

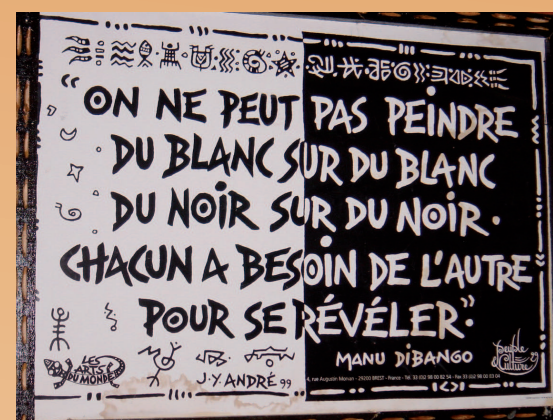
Axes revendicatifs CGT dans le milieu du travail

La CGT est aussi moteur de l'émancipation de l'histoire dans le monde du travail.

L'histoire montre que le patronat a joué un rôle majeur dans l'immigration pour attirer ces hommes et ces femmes dans le seul but de répondre à ses besoins de main-d'œuvre, sans pour autant les considérer comme des salariés de pleins droits.

Tout au long du XX^e siècle, ils se mobilisent comme les travailleurs français pour les salaires, la réduction du temps de travail, la protection sociale.

A partir des années 1960-70, ils mènent leurs propres combats autour des conditions de travail et de la lutte contre les discriminations.



Toute tentative de division et de mise en opposition des salariés doit être combattue. Toute discrimination envers un salarié est un recul pour l'ensemble. Nos entreprises sont des lieux de vie rassemblant des hommes et des femmes. C'est pour cette raison qu'il faut faire respecter ces valeurs sur l'égalité et la non discrimination.

L'organisation syndicale, porteuse de ces valeurs, se doit d'agir et d'intervenir contre toute :

- discrimination à l'embauche,
- discrimination sur le salaire,
- discrimination sur le contenu du travail,
- discrimination dans le déroulement de carrière et la reconnaissance de la qualification.

Syndicalement nous pouvons impulser pour ouvrir des négociations sur la diversité, en nous appuyant sur des accords déjà conclus.

- Égalité professionnelle homme/femme,
- L'accord national interpro sur la diversité (octobre 2006),
- Accord groupes (Bosch, EADS...).

Toute indifférence ou neutralité à ce sujet est un pas de plus vers une société qui se décivilise.



L'immigration une richesse de notre identité nationale

A notre époque, jamais les hommes n'ont eu autant de choses en commun, autant de connaissances et de références communes. De la préhistoire jusqu'à l'industrialisation, les persécutions, la famine, les guerres, la colonisation mais aussi les crises politiques ou les difficultés économiques, seront à l'origine de déplacements humains.

Le reflet de l'humanité nous rappelle l'HISTOIRE. La mixité des peuples nous rappelle ces différents déplacements.

C'est dans une période de forte industrialisation, de migrations et de colonisations que des continents, des pays comme la France se sont développés et ont pu s'émanciper.

Ceux que l'on désigne actuellement comme «flux migratoire» (des hommes et des femmes) sont à l'origine de cette richesse et de cette émancipation.

L'identité de la France est donc inhérente à son histoire et liée à ses millions d'immigrants. Elle est un des plus vieux pays de l'immigration en Europe. Mais certains, et cela à des fins politiques, ont longtemps installé des idées dangereuses, stigmatisant les uns dans le rôle de l'agneau et les autres dans celui du loup. L'histoire de l'immigration, sujet méconnu de notre identité, nous démontre qu'au-delà des différences, les immigrés ont vécu les mêmes expériences et les mêmes espoirs.

A chaque époque une population est pointée comme bouc émissaire de tous les maux, entre rejet (la peur de l'étranger) et nécessité (impératif démographique).

Avec cette montée vertigineuse de la mondialisation, il est temps de se poser les vraies questions à condition que les fondamentaux soient respectés tels que les droits de l'homme qui eux ne sont pas négociables.

Cette identité ne doit pas être contredite par des paroles, des actes d'exclusions ou de stigmatisations...

Aujourd'hui, on nous parle constamment de cette diversité non pas dans l'objectif de montrer toute sa richesse et comment elle a servi au pays à se construire, mais pour mieux nous dresser les uns envers les autres.

Par cette brochure, nous vous invitons à la découverte de la connaissance de notre histoire.

Ouria Belaziz
et Jean-Jacques Desvignes,
Membres du Bureau fédéral
de la FTM-CGT



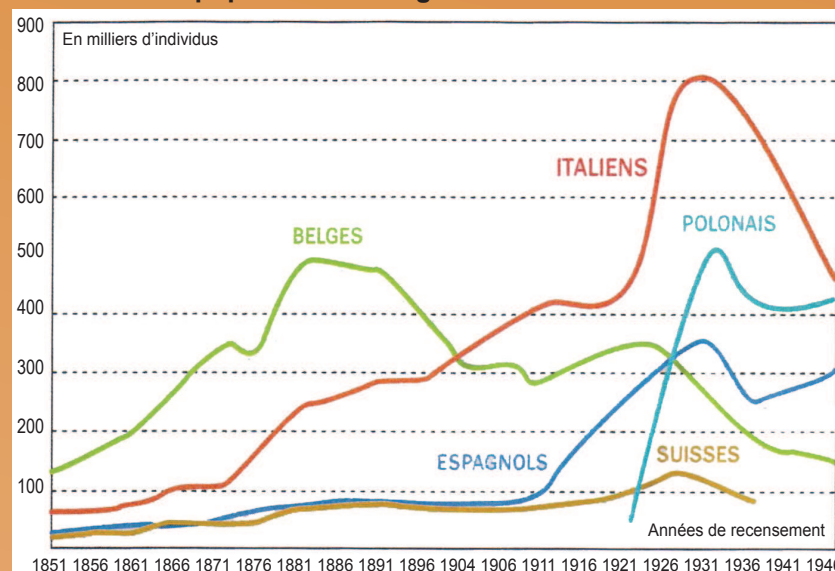
Les flux migratoires

Durant toute une période de forte industrialisation et de guerres mondiales, les pays européens au cours des XIX^e et XX^e siècles voient des flux migratoires majoritairement internes au continent.

Les nationalités dominantes étaient essentiellement, Belges, Italiennes, Polonaises, Portugaises et Espagnoles

Une seconde période après la seconde guerre mondiale s'ouvre avec les trente glorieuses entraînant un besoin de main d'œuvre énorme où patronat et gouvernement organisent l'arrivée massive de travailleurs des pays, du Maghreb, du Portugal, d'Espagne, d'Afrique...

Evolution des populations immigrées en France de 1851 à 1946



(Source : les collections de l'Histoire n°46)

Migrations, les causes

Un immigré est d'abord une personne qui a dû quitter sa terre natale. Il a donc émigré de son pays avant d'immigrer dans le pays d'accueil.

Son départ vient des causes du pays d'origine.

- Des difficultés économiques du pays.
- Guerres et conflits.
- Politique (dictature, répressions...).

Le pays d'accueil a lui aussi des raisons et des intérêts à attirer ce flux.

- Démographiques (besoin de repeupler le pays après des guerres).
- Des raisons économiques (besoin de main-d'œuvre).
- Militaires (besoin de chair à canon).
- Politiques (terre d'asile, réfugié).



Chaîne de montage, usine Renault de Flins 1975
(Cité Nationale de l'histoire de l'immigration)

Histoire

La France est un vieux pays d'immigration.

Depuis la fin du XIX^e siècle jusqu'aux années 1970

la France a eu massivement recours à la main-d'œuvre

immigrée. C'est un pays qui appelait et recevait pour le travail

ou l'accueil. C'est une exception française car les autres pays européens

ont été plus des pays d'émigration. L'immigration est intimement liée à l'Histoire de la France.

Elle lui a donné les forces pour se construire et se développer.

Nous pouvons au moins déterminer trois cycles durant le siècle dernier.

1^{er} Cycle : Avant la fin de la première guerre mondiale

Dans un contexte de révolution industrielle, le patronat manque de bras qu'il ne trouve pas parmi une population qui en France a la particularité de rester rurale, contrairement à la Grande Bretagne qui a une forte population active dans l'industrie (exode rurale précoce). Ce phénomène de pénurie de main-d'œuvre est accentué par une faible natalité.

Les patrons s'organisent, et en premier lieu le comité des Forges (précurseur de la métallurgie), en envoyant des « recruteurs » à l'étranger notamment pour alimenter les secteurs les plus pénibles du marché du travail. Déjà le partage des sales besognes. C'est l'arrivée massive des italiens et des belges.

Pendant la guerre de 14-18, le gouvernement prend les choses en mains et instaure une « politique de l'immigration ». Elle veut répondre à ses besoins de soldats pour le front, de main d'œuvre dans les usines d'armement mais aussi pour le peuplement du pays. C'est l'arrivée des « indigènes » des colonies françaises.

2^e Cycle : 1918 - 1945

Le manque de main-d'œuvre est considérablement aggravé par l'hécatombe de la grande guerre. La France décide un repeuplement du pays au travers d'une immigration organisée. C'est l'arrivée massive des polonais, des espagnols, des italiens. Des accords sont passés entre états. Mais, il y a aussi un appel à la main-d'œuvre des colonies (Inde, Maghreb, Afrique).

La Société Générale d'Immigration (S.G.I) devient la grande société d'importation de main-d'œuvre en France. Aussi la montée du fascisme en Europe accentue la migration d'Espagne, d'Italie vers la France : terre d'asile.

En 1931, on compte 3 millions d'étrangers soit 7% de la population, ce qui place la France devant les Etats-Unis.

Avec la crise qui touche la France en 1931 le mot « indésirable » est de plus en plus employé. On assiste à une nouvelle poussée de la xénophobie avec le développement des idées fascistes. Le

Front populaire en 1936, rassemblera tous les ouvriers, immigrés ou non, dans un mouvement social décisif pour l'intégration de la nouvelle vague d'immigration. Ce sera une courte période avant le gouvernement de Vichy en 1939 et ses lois répressives et racistes.

3^e Cycle : 1945 - 1970

Après la guerre : un besoin massif de main-d'œuvre. Un nouveau recours à l'immigration pour la reconstruction du pays. Des liens économiques, historiques et culturels se tissent entre la France et ses colonies. Population principalement exploitée dans des métiers peu qualifiés et souvent dans des conditions de vie déplorables (bidonvilles, logements insalubres...) qui font la fortune des marchands de sommeil.

A l'indépendance de l'Algérie, le boum de l'immigration sera limité en faveur des pays européens (Espagne, Portugal). Les immigrés européens restent majoritaires (plus de 60%). Il y a eu une politique d'immigration pour répondre aux besoins de main-d'œuvre sans mesure d'accompagnement d'intégration (logements, formation, linguistique, administratif).

La métallurgie et notamment l'automobile, miroir de l'économie nouvelle, sera un fort capteur pour les emplois de manœuvres et OS (20% des immigrés en 1970).

Pour le patronat, cette main-d'œuvre immigrée est moins couteuse et destinée à des métiers peu qualifiés, aux conditions de travail pénibles ou insalubres. Les travailleurs immigrés participeront largement à la croissance économique. Une politique toujours d'actualité.

Le syndicat sera un lieu de mélange, de rencontre et d'intégration. De nombreux travailleurs immigrés participeront activement aux avancées sociales conquises pendant les trente glorieuses (4^e semaine de congés payés, droits syndicaux...).

De 1970 à aujourd'hui

A partir de 1970, les flux migratoires se réduisent considérablement. La transformation du marché du travail et le chômage affaiblissent une immigration de masse.

En 1990, 6,5% des personnes actives en France issues sont de nations étrangères contre 7,3% en 1974.

Malgré les polémiques sur la question de l'immigration, jamais les pourcentages n'ont été aussi stables.

Néanmoins, avec le vieillissement de la population, les besoins de main-d'œuvre dans certains secteurs (bâtiment, travaux publics, hôtellerie...) incitent les pouvoirs publics à se tourner vers les travailleurs étrangers.

Depuis la seconde guerre mondiale on estime que les immigrés ont construit 90% des autoroutes, un logement sur deux, une machine sur sept.

Le capitalisme du XXI^e siècle, fondé sur les notions de mondialisation, de marchandisation et de libre circulation, qui remet en question le salariat traditionnel, a favorisé le déplacement des immigrés en général, qu'ils soient hautement qualifiés ou moins qualifiés. Cette main-d'œuvre extérieure devient une variable d'ajustement au bon fonctionnement du système capitaliste. Les travailleurs immigrés sont utilisés comme facteurs de flexibilité et de précarité au système économique et social.

Tous ces flux migratoires font partie intégrante de la construction et de la richesse de chaque région ou pays. Les discours politiques et médiatiques sur ce sujet servent le plus souvent à masquer des difficultés économiques et deviennent donc en décalage avec la réalité.

Ils participent à l'essor de l'économie nationale notamment dans les secteurs de l'agriculture, de la chimie, du bâtiment, des services, des mines ou de l'industrie comme l'automobile.

Dans l'hexagone, l'immigration a toujours fonctionné par cycles, étroitement liées à l'activité économique. Elle a largement servi pour pallier à une pénurie de main-d'œuvre due à une démographie décroissante. Au-delà de l'apport dans l'économie, les populations immigrées contribuent aussi à l'enrichissement culturel et au rayonnement de la France tant dans les sciences, la musique, la littérature que dans le milieu sportif.

En période de crise, toujours les mêmes méthodes

Comme on peut le voir dans le bref historique traité ci-contre, la France a été le foyer d'une immigration aux multiples origines. Mais à chaque moment de l'histoire l'immigrant a subi le rejet, notamment en période de difficultés économiques. Etant par nature étrangé à son nouvel environnement, il est placé inmanquablement en situation de fragilité. C'est par cette fragilité qu'il a toujours servi, au pouvoir en place, de cible pour lui faire porter les difficultés économiques, sociales ou politiques du pays.

Suivant les périodes, les boucs émissaires ont changé d'origine. Fin du XIX^e siècle, il y a eu, par exemple, les italiens avec un événement violent comme cette tuerie à Aigues Mortes suivie d'un déni de justice (responsables acquittés). Dans la même période, il y a eu l'affaire Dreyfus. Après la période des « rituels » est venue celle des « spanish » exilés du franquisme et des « portos » eux exilés du régime fasciste de Salazar.

L'immigration s'est poursuivie avec les populations issues des pays de l'Est (polonais, roumains, roms), d'Asie, d'Afrique...

17,7 %

des immigrés sont au chômage en 1990. Ce taux est de 11,1 % pour l'ensemble de la population en France

En 1980, le taux de chômage s'accroît (2 millions de chômeurs), la violence sociale explose chez les jeunes dont beaucoup sont enfants d'immigrés et le racisme sert d'exutoire.

Sont concernés principalement les lieux de vie, les cités de banlieue où sont concentrées les couches sociales modestes en raison d'une explosion du coût de l'immobilier.

Aujourd'hui avec une crise de la société qui dure et alimente précarité, chômage, exclusion et pauvreté, le pouvoir, avec le relais d'une forte médiatisation, rejettent les difficultés sur ces populations. Pourtant, ces enfants d'immigrés, majoritairement nés sur le territoire, constituaient déjà une part de la population française.



Manifestation à Paris :
«les travailleurs ne doivent pas faire les frais de la crise»
(Cité Nationale de l'histoire de l'immigration)